



En Partenariat avec l'ambassade du Portugal en France dans le cadre de la présidence portugaise de l'UE

Chères amies, chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver au rythme de EuropeInfoHebdo.

Nous vous prions de trouver dans cette newsletter un panorama synthétique et analytique des développements politiques dans trois domaines de l'actualité européenne que nous suivons tout particulièrement : l'état de l'Etat de droit, le Green Deal et les évolutions géopolitiques.

Bonne lecture !

Elise Bernard
Edouard Gaudot
Avec la précieuse assistance de Raphaël Cario, Nericia Nzingoula et Nathanael Strehaiano
Pour EuropaNova Academia

Inscrivez-vous à notre analyse hebdomadaire

Notre analyse de la nouvelle présidence portugaise par
C-M Alves



L'état de l'État de droit

Tremblement de terre au Parlement européen. Après une valse-hésitation depuis 2014, après sa suspension très stratégique du parti PPE [en mars 2019](#), le parti Fidesz de Viktor Orban a finalement quitté le groupe du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, mettant ainsi fin à des années de relations conflictuelles entre le dirigeant hongrois et le centre-droit européen. **Les 12 députés hongrois Fidesz iront-ils rejoindre leurs homologues nationaux-conservateurs polonais du PiS au groupe ECR ?** La tectonique politique européenne est active.

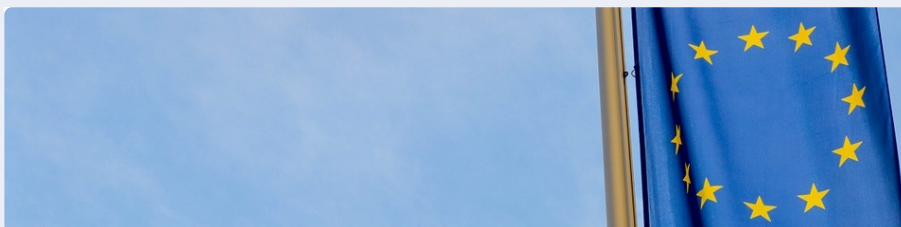
- Cette décision a été annoncée après que le groupe a approuvé de nouvelles règles qui devaient permettre de suspendre plus facilement des partis membres (au total, 148 députés PPE [ont voté](#) pour et 28 contre les nouvelles règles). **Le PPE faisait face à des pressions croissantes pour qu'il prenne des mesures contre les attaques d'Orban contre Bruxelles et la direction du groupe.**
- Gwendoline Delbos-Corfield, Euro Députée Verts/ALE française et rapporteure sur la situation de l'État de droit en Hongrie explique que **"Le départ de Fidesz du PPE est attendu depuis longtemps. Pendant trop longtemps, la couverture politique fournie par le PPE au gouvernement hongrois a donné à Viktor Orban la légitimité de son projet politique illibéral"**. Retrouvez notre entretien avec elle [ici](#)
- Hier soir, [nous organisons une « conversation européenne »](#) autour du livre ["Dans la tête de Viktor Orban" d'Amelie Poinssot](#).

L'Union européenne a accusé Varsovie de porter atteinte à l'indépendance de la justice et donc à l'État de droit dans une [nouvelle](#)

[condamnation](#) des réformes controversées du système juridique polonais.

- Les juges candidats à la Cour suprême de Pologne devraient avoir le droit de faire appel contre les avis d'un organe qui examine les candidats, estime la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE).
- **La Cour suprême de Pologne [avait saisi](#) la CJUE pour régler une question de droit sur la manière de traiter les recours introduits par cinq juges** dont le Conseil national de la magistrature a rejeté la candidature à un siège à la Cour suprême en 2018.
 - Sur la base de l'arrêt de mardi, la Cour administrative suprême de Pologne peut maintenant décider de réexaminer les recours des cinq juges.
 - Ce faisant, elle pourrait également statuer sur l'ensemble de la procédure de nomination à la Cour suprême en 2018.

Entretien avec Gwendoline Delbos-Corfield, Euro
Députée Verts/ALE



Europe Géopolitique

Le service extérieur de l'Union européenne l'avoue : l'UE « n'a ni les ressources ni l'autorité nécessaires » pour contrer efficacement les attaques hybrides en provenance de Chine, [a déclaré](#) lundi Josep Borrell.

- **L'UE a été soumise à une pression permanente au cours de l'année passée de la part d'acteurs usant de malinformation et diffusant de la désinformation pour faire avancer des intérêts politiques.** Cependant, alors que l'UE a intensifié son travail pour démystifier les campagnes de désinformation d'origine Est européenne, "nous avons très peu de ressources pour étudier la désinformation de la Chine".
- **Les attaques hybrides "ont visé nos valeurs démocratiques, notre espace d'information et même nos infrastructures, nos infrastructures critiques".**
 - Pendant la pandémie, Borrell qualifie la crise sanitaire mondiale de « véritable terrain d'essai pour de nouvelles tactiques hybrides ».
 - Le département de désinformation du service extérieur de l'UE dispose d'une unité spécialisée, [East Stratcom](#), qui se penche sur les campagnes de désinformation russes.
- Nous expliquons, dans une de nos publications, que **la nouveauté de la désinformation sur les problèmes liés à l'épidémie et l'État de droit est qu'elle est intensivement relayée par des acteurs chinois.**
 - « Près de 170 000 comptes twitter servant de relais de désinformation pour le gouvernement chinois ont été supprimés par la plateforme au début du mois de juin »
 - **Retrouvez [l'analyse](#) de la désinformation en période de Covid par Elise Bernard et Raphaël Cario.**

Bruxelles et Washington ont imposé de nouvelles sanctions coordonnées contre de hauts fonctionnaires russes mardi, en réponse à l'empoisonnement et l'emprisonnement de l'opposant Alexei Navalny.

- **Le Conseil de l'UE a officiellement imposé des sanctions au chef de la commission d'enquête russe, Alexandre Bastrykin, au procureur général, Igor Krasnov, au chef de la garde nationale, Viktor Zolotov, et au chef du service pénitentiaire fédéral, Alexandre Kalachnikov, pour "leur rôle dans l'arrestation arbitraire, les poursuites et la condamnation" de Navalny, selon un communiqué, "ainsi que la répression des manifestations pacifiques liées à son traitement illégal."**
- Au même moment, **l'administration Biden a également déclassifié les informations impliquant le Service fédéral de sécurité russe (FSB agence ayant remplacé le KGB), dans la tentative d'assassinat contre Navalny** l'été dernier, au cours de laquelle il avait été empoisonné avec un agent neurotoxique Novichok.
- **Ces sanctions de l'UE illustrent la première utilisation par Bruxelles du nouveau cadre juridique**, dit Lois Magnitsky, pour sanctionner les violations des droits de l'Homme. Les sanctions contre les quatre fonctionnaires comprennent une interdiction de voyager et un gel des avoirs.

- Dans Politico, un haut fonctionnaire américain [qualifie](#) l'annonce coordonnée de ces mesures de "démonstration de l'unité transatlantique".

Après sa visite à Tbilissi et une médiation inattendue face à l'aggravation de la crise politique en Géorgie, le président du Conseil européen, Charles Michel, [a déclaré](#) que les progrès des pourparlers entre le parti au pouvoir et l'opposition seraient évalués dans deux semaines.

- **Le président du Conseil européen [a assumé](#) son rôle de médiateur, lundi, lors d'une visite dans la capitale géorgienne**, qui connaît un chaos politique depuis que les autorités ont perquisitionné la semaine dernière les bureaux du principal parti d'opposition et arrêté son chef, Nika Melia.
- Le Premier ministre géorgien Giorgi Gakharia [avait démissionné](#) après qu'un tribunal a ordonné l'arrestation de Melia, déclarant que la détention du leader de l'opposition constituait une menace pour la démocratie dans le pays. En conséquence, le ministère de l'intérieur a brièvement suspendu l'exécution de l'ordre d'arrestation.
- Le voyage de Charles Michel, qui s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans le "voisinage oriental", avec d'autres arrêts en Moldavie et en Ukraine, était prévu avant le chaos politique, mais cette situation semble l'avoir élevé, au moins temporairement, au rôle de diplomate et médiateur dans des zones d'influence de l'Union.

Conversation européenne #19: 'L'Europe face au défi chinois' avec Alice Ekman, Mathieu Duchâtel et Edouard Gaudot



Green Deal

Dans le cadre de la Présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, le **Premier ministre du Portugal António Costa a affiché vendredi dernier sa détermination à faire bouger les lignes en matière environnementale**. Lors de la [conférence](#) « Changements climatiques - nouveaux modèles économiques », il a ainsi [affirmé](#) que « Le modèle économique [de l'Union] n'a pas d'avenir et n'est pas adapté aux grands défis environnementaux ».

- Au cœur de la conférence, et plus largement de la stratégie européenne en matière environnementale, **l'économie circulaire, qui constitue, selon les mots de la Commission elle-même, « un des principaux éléments du pacte vert pour l'Europe »**. Celle-ci a fait l'objet d'un [plan d'action](#) en mars 2020, et doit notamment permettre de créer 700 000 nouveaux emplois d'ici 2030.
- **Le commissaire européen à l'action pour le climat**, et vice-président exécutif de la Commission européenne Frans Timmermans, **a ainsi incité à recourir aux 750 milliards d'euros du plan de relance afin de « nous assurer que ce que nous produisons est durable »**.
- Cette prise de position volontariste intervient alors que la reprise de l'activité « post-Covid » en décembre a conduit à des émissions de CO2 de 2% supérieures à celle de décembre 2019, comme le révèle un [rapport](#) de l'IEA en date du 2 mars. Le directeur de l'agence, Fatih Birol, a regretté ce qui s'apparente à un retour au « statu quo ».

Economie circulaire, biodiversité, et enjeux économiques de l'écologie, retrouvez ici **notre entretien avec [Agnès Evren](#)**, députée européenne (LR-PPE), membre de la commission [ENVI](#) du Parlement européen.

La ministre portugaise de l'agriculture, Maria do Céu Antunes, [va convoquer](#) d'ici fin mars une réunion de négociation conjointe avec les trois rapporteurs au Parlement européen afin de faire avancer les discussions sur la politique agricole commune (PAC).

- Le "super trilogue", tel qu'il a été qualifié par la présidence portugaise, se tiendra après le Conseil Agrifish de l'UE prévu les 22 et 23 mars. **Le dossier de la PAC est divisé en trois textes législatifs, qui traitent spécifiquement des plans stratégiques, de la gouvernance horizontale et de l'organisation commune des marchés (OCM) de la politique agricole de l'UE.**
 - Frans Timmermans, a déclaré qu'il souhaitait une distribution plus équitable des fonds de l'UE aux agriculteurs, une concentration sur les éco-régimes et le déploiement de l'internet à haut débit dans le

- cadre des efforts de réforme de la PAC.
- Bien que la présidence portugaise soit l'interlocuteur unique pour chaque dossier, le Parlement européen est représenté aux négociations par un négociateur pour chaque dossier, menant des négociations séparément.
 - Pour comprendre les enjeux de cette réforme, **retrouvez [notre entretien](#) avec Benoit Biteau sur les enjeux de la réforme de la PAC.**
- **Une autre variable importante de la réforme, la prévention des fraudes.**
 - Selon le [rapport](#) publié vendredi 26 février par le groupe Vert/ALE, **il existe des preuves d'abus systémique continu du financement de la PAC dans cinq pays d'Europe** centrale et orientale, dont la Hongrie.
 - Offrant un aperçu de chaque pays, le rapport, qui donne suite à plusieurs enquêtes très médiatisées sur l'utilisation abusive des subventions agricoles de l'UE au cours des dernières années, conclut que la mise en œuvre de ces fonds est une question "très problématique" dans tous les États membres.

Green Deal et politique commerciale :
Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

EuropaNova
64bis avenue de New York
75016 PARIS
contact@europanova.eu



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur EuropaNova.

[Se désinscrire](#)



© 2020 EuropaNova